

## **LE MENSONGE CONSTITUTIONNEL...**

Le peuple en son entier ne croit plus guère au parlementarisme. Mais il existe une catégorie de «*citoyens*» qui y croit encore moins que lui: c'est celle comprenant tous les «*souteneurs de la politique*» qui, après avoir imploré les suffrages populaires, se pavanent au Palais-Bourbon ou autres lieux aussi mal famés. Les phrasiers de la politique sont depuis longtemps fixés sur le rôle de brillants domestiques qu'ils jouent au service d'un régime abject, mais qu'ils honorent de leurs platitudes, car il entretient leur insuffisance manifeste et leur paresse et satisfait leurs puériles ambitions. Et nos menteurs professionnels de jouer les Démosthène avec, parfois - n'est-ce pas, mon Général? - le secret espoir de poser un jour au César...

Nourris de toutes les turpitudes et bassesses qui sont l'apanage de leurs fonctions, ils se vautrent avec délices dans l'abjection et sont prêts à toutes les volte-faces qu'exigeront les circonstances, pourvu que leur place soit sauvegardée. Sachant donner à leurs discours le pathétique susceptible de faire vibrer des âmes trop naïvement sensibles, ils savent aussi ramper devant ceux qui peuvent leur dispenser une parcelle du pouvoir qu'ils convoitent. Mais la crédulité populaire a des limites qui, semble-t-il aujourd'hui, sont bien près d'être atteintes. LE SYSTÈME PARLEMENTAIRE EST DISCRÉDITÉ; seul le manque d'audace arrête le prolétariat manuel et intellectuel devant l'énorme effort révolutionnaire qui doit faire place aux marchés électoraux.

Alors, pour tenter de redorer leur blason, nos éminences ont trouvé quelque chose de nouveau (!) afin d'intéresser le peuple à leurs combinaisons malpropres: LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL. On a tout fait pour convaincre l'opinion que les choses d'ordre gouvernemental et parlementaire allaient enfin connaître des solutions nouvelles. Par quel moyen? Par le simple jeu d'une nouvelle constitution républicaine - plus républicaine encore que ses devancières!...

Or, ce n'est là qu'un mensonge de plus... On veut ainsi réhabiliter des institutions qui ont fait leurs preuves en matière de désastres collectifs et d'anéantissement de la liberté individuelle. On tend à régénérer une foi qui s'est évanouie dans la poussière des désillusions, des déceptions. Et pour mieux faire avaler la couleuvre, nos stentors les plus habiles d'affirmer que le référendum est autre chose qu'un scrutin ordinaire et ne peut être comparé à une quelconque campagne électorale dans laquelle les sièges à pourvoir sont l'enjeu. Pour ces subtils raisonneurs, la lutte pour les OUI et les NON est autre chose qu'une course aux mandats lucratifs. L'électeur, disent-ils, est appelé à se prononcer: non plus sur le choix qu'il fait parmi des hommes, mais bien SUR UN PRINCIPE, car la Constitution sera le mécanisme duquel dépendra le fonctionnement de toutes les institutions qui en découleront.

Arrivant ici au fond du problème, il nous est aisé de percevoir la fausseté de ce raisonnement et la fourberie ou l'inconscience de ceux qui le tiennent, car les institutions ne découlent pas de la constitution POLITIQUE, mais seulement des nécessités auxquelles se trouve astreint, pour sa conservation, le régime du profit, le capitalisme, le patronat grugeant le salariat avec l'aide de l'État. C'est là que résident les véritables fondements de toutes les institutions du monde contemporain. Et ils sont essentiellement ÉCONOMIQUES. La Constitution qu'a enfantée le Parlement, sur laquelle le peuple est appelé à se prononcer, est au contraire essentiellement POLITIQUE. Le pouvoir politique n'étant que l'instrument - la forme juridique - de la puissance économique, la nouvelle constitution n'est qu'un voile jeté sur le spectre de cette puissance, dont on voudrait bien adoucir les traits pour la rendre plus supportable.

Libéralisme économique, dictature d'une assemblée, d'un parti ou d'un homme? Qu'importe pour les détenteurs de cette puissance. Ce qui compte, pour eux c'est que l'édifice tienne bon et que leurs privilèges demeurent... Ainsi se CONSTITUE l'économie cruelle dont le peuple subit la dictature et qu'il a le devoir de renverser impitoyablement en procédant à la GRÈVE GÉNÉRALE EXPROPRIATRICE. Puisse le MENSONGE CONSTITUTIONNEL ne pas le lui faire oublier.